

Art. 7. L'arrêté ministériel du 23 mai 2005 fixant les modalités de paiement des redevances visées à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, tel que modifié par l'arrêté royal du 17 mars 2005 modifiant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur et l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est abrogé.

Bruxelles, le 2 mars 2015.

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles,
du Tourisme et du Bien-Etre des Animaux,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201220]

5 MARS 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de tri de certains déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 7, § 4, et 8, § 1^{er}, 8^o, insérés par le décret du 10 mai 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 janvier 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 20 décembre 2013;

Vu l'avis 56.390/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Cellule d'avis en développement durable, donné le 14 novembre 2014;

Vu l'absence de réponse du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, à l'avis demandé le 4 novembre 2014;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes;

Considérant la hiérarchie des déchets;

Considérant que la collecte sélective de différentes fractions de déchets est réalisable d'un point de vue technique, environnemental et économique;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports, du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- producteur : toute entreprise ou toute personne morale de droit public, productrice initiale de déchets au sens de l'article 2, 20^o, du décret;
- détenteur : toute entreprise ou toute personne morale de droit public en possession de déchets produits sur place par des clients, visiteurs ou usagers;
- domaine public : tout bien qui, par sa nature, par sa fonction ou par une décision de l'autorité compétente, est affecté à l'usage de tous, tel qu'un parc public, une place, un cours d'eau ou encore une voirie et ses dépendances;
- poubelle publique : toute corbeille, toute poubelle, tout conteneur ou tout récipient placé sur le domaine public et destiné à accueillir des petits déchets produits sur place.

Art. 2. § 1^{er}. Tout producteur et détenteur de déchets procède au tri de ses déchets.

L'obligation implique de séparer à la source au minimum les fractions suivantes lorsque les quantités produites excèdent les seuils mentionnés dans la troisième colonne du tableau ci-dessous :

	Fractions de déchets à séparer	Seuils ou volume des contenants
1 ^o	les piles et accumulateurs usagés soumis à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
2 ^o	les pneus usés soumis à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
3 ^o	les véhicules hors d'usage soumis à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
4 ^o	les huiles usagées soumises à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
5 ^o	les déchets photographiques soumis à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
6 ^o	les huiles et graisses de friture usagées soumises à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	50 litres/mois

	Fractions de déchets à séparer	Seuils ou volume des contenants
7°	les déchets d'équipements électriques et électroniques soumis à obligation de reprise en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets	—
8°	les déchets de verre d'emballage blanc et de couleur	120 litres/semaine
9°	les déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons (PMC) et soumis à obligation de reprise en vertu du décret du 5 décembre 2008 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages. Sont notamment visés les bouteilles et flacons en plastique de boissons fraîches, d'eau, de lait, d'huile, de vinaigre, de détergents et produits de soin, les boîtes métalliques, les canettes de bière, de boissons fraîches et d'eau, les bidons de sirop, les boîtes de conserve, plats et ravers en aluminium, les capsules, couvercles en métal, bouchons à visser de bouteilles et bocaux, les cartons à boisson vides et propres	60 litres/semaine
10°	les déchets d'emballages industriels tels que housses, films et sacs en plastique	200 litres/semaine
11°	les déchets de papier et de carton secs et propres : les emballages entièrement constitués en papier et en carton, les journaux, les magazines, les imprimés publicitaires, le papier à écrire, le papier pour photocopieuse, le papier pour ordinateur, les livres, les annuaires téléphoniques	30 litres/semaine
12°	les déchets métalliques autres que les emballages	120 litres/semaine
13°	les déchets de végétaux provenant de l'entretien des espaces verts et des jardins : gazon, feuilles mortes, tailles d'arbres et d'arbustes, résidus de plantations et branchages	2,5 m ³ /semaine
14°	les déchets de textiles non souillés	500 litres/semaine
15°	les déchets de bois	2,5 m ³ /semaine

§ 2. L'obligation visée au paragraphe 1^{er} ne concerne pas les déchets collectés via les poubelles publiques ou issus du nettoyage du domaine public.

Art. 3. Les déchets triés visés à l'article 2, § 1^{er}, sont maintenus séparés lors de leur collecte et leur transport.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, lorsque les déchets sont dirigés vers un centre de tri autorisé, les différentes fractions de déchets secs non dangereux visées à l'article 2, alinéa 2, peuvent être regroupées par le producteur, détenteur ou le collecteur dans un même contenant.

Ce regroupement de déchets est autorisé pour autant qu'il ne compromet pas l'efficacité des opérations de tri, de recyclage ou de valorisation ultérieures des fractions visées à l'article 2, alinéa 2.

Art. 5. L'obligation de tri est valable pour tous les déchets visés à l'article 2, alinéa 2, même lorsqu'ils sont gérés hors du territoire de la Région wallonne.

Art. 6. Les collecteurs de déchets de la fraction résiduelle proposent aux producteurs ou détenteurs des solutions de collecte sélective des fractions visées à l'article 2.

Art. 7. § 1^{er}. Tout producteur ou détenteur de déchets conserve pendant minimum deux ans la preuve du respect de l'obligation de tri pour chaque fraction concernée.

Les moyens de preuve suivants sont admis :

- des contrats, factures ou attestations délivrées par un collecteur ou gestionnaire d'une installation de collecte, de valorisation ou de traitement de déchets au sens de l'article 2 du décret;

- en cas d'utilisation, pour tout ou partie des fractions visées à l'article 2, des services organisés par la commune du siège d'exploitation du producteur ou détenteur tels que prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents, la preuve que le règlement communal ou le cas échéant le règlement d'accès au parc à conteneurs de l'intercommunale de gestion de déchets à laquelle la commune est affiliée autorisent l'acceptation des déchets du producteur ou détenteur.

§ 2. Les contrats, factures ou attestations visés au § 1^{er}, 2^e tiret, mentionnent au minimum les informations suivantes :

1° l'identité des parties;

2° la nature des déchets ainsi que, pour chaque fraction, la capacité des contenants collectés ou la quantité de déchets déposée;

3° les fréquences et lieux de collecte.

Art. 8. Tout producteur ou détenteur présente les preuves visées à l'article 7 aux agents désignés par le Gouvernement en vertu de l'article D.139, 1^{er}, de la partie VIII du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Art. 9. Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur :

- au 1^{er} septembre 2015 pour les fractions 1° à 7° du tableau repris à l'article 2;

- au 1^{er} janvier 2016 pour les fractions 8° à 12° du tableau repris à l'article 2;

- au 1^{er} janvier 2017 pour les fractions 13° à 15° du tableau repris à l'article 2.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 mars 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports, du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201220]

5. MÄRZ 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Pflicht zur Sortierung bestimmter Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 7, § 4 und 8, § 1, 8° eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012;

Aufgrund des am 15. Januar 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Dezember 2013 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 16. Juni 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.390/4 des Staatsrates;

Aufgrund des am 14. November 2014 abgegebenen Gutachtens der Zelle zur Abgabe von Gutachten im Bereich der nachhaltigen Entwicklung;

Aufgrund der Tatsache, dass der "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) keine Antwort auf das am 4. November 2014 geforderte Gutachten gegeben hat;

Aufgrund des Berichts über die Auswirkung des Projekts auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer;

In Erwägung der Abfallhierarchie;

In der Erwägung, dass die selektive Sammlung verschiedener Abfallfraktionen von einem technischen, umweltbezogenen und wirtschaftlichen Standpunkt aus durchführbar ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

- Erzeuger: jedes Unternehmen oder jede juristische Person öffentlichen Rechts, das bzw. die ursprünglicher Abfallerzeuger im Sinne des Artikels 2, 20° des Dekrets ist;

- Besitzer: jedes Unternehmen oder jede juristische Person öffentlichen Rechts, das bzw. die Abfälle besitzt, die an Ort und Stelle von Kunden, Besuchern oder Benutzern erzeugt werden;

- öffentliches Eigentum: jedes Gut, das von seiner Art oder Funktion her oder durch Beschluss der zuständigen Behörde zu einer gemeinnützigen Verwendung bestimmt ist, wie beispielsweise ein öffentlicher Park, ein Platz, ein Wasserlauf oder auch Verkehrswege und ihre Nebenanlagen;

- öffentliche Mülltonne: jeder Papierkorb, jede Tonne, jeder Container oder Behälter, der auf dem öffentlichen Eigentum angebracht wurde und für die Aufnahme kleiner, an Ort und Stelle erzeugter Abfälle bestimmt ist;

Art. 2 - § 1. Jeder Erzeuger oder Besitzer von Abfällen sortiert seine Abfälle.

Diese Verpflichtung setzt voraus, dass mindestens die nachstehenden Fraktionen von Anfang an getrennt werden, wenn die erzeugten Mengen die in der dritten Spalte der nachstehenden Tabelle angegebenen Schwellen überschreiten:

	Zu trennende Abfallfraktionen	Schwellen oder Volumen der Behälter
1°	die Altbatterien und -akkumulatoren, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
2°	die Altreifen, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
3°	die Altfahrzeuge, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
4°	die Altöle, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
5°	die Fotoabfälle, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
6°	die alten Frittieröle und -fette, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	50 Liter/Monat
7°	die Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle einer Rücknahmepflicht unterliegen	—
8°	altes weißes und buntes Behälterglas	120 Liter/Woche

9°	die Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen bestehen, die Metallverpackungen und Getränkekartons (PMK), die aufgrund des Dekrets vom 5. Dezember 2008 zur Zustimmung zu dem Kooperationsabkommen bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen einer Rücknahmepflicht unterliegen. Betroffen sind insbesondere die Kunststoffflaschen für Kaltgetränke, Wasser, Milch, Öl, Essig, Reinigungs- und Pflegemittel, die Metall Dosen, Bierdosen, Dosen für Kaltgetränke und Wasser, die Sirupkanister, Konservendosen, die Aluminiumschüsseln- und schalen, die Kapseln, Metalldeckel, Schraubverschlüsse von Flaschen und Gläsern, die geleerten und sauberen Getränkekartons	60 Liter/Woche
10°	die industriellen Verpackungsabfälle, wie zum Beispiel die Kunststoffhüllen, -folien und -tüten	200 Liter/Woche
11°	die trockenen und sauberen Papier- und Kartonabfälle: die ausschließlich aus Papier und Karton bestehenden Verpackungen, die Zeitungen, Magazine, Reklamedrucke, Briefpapier, Kopierpapier, Papier für Drucker von Rechnern, die Bücher, Telefonbücher	30 Liter/Woche
12°	die anderen Metallabfälle als die Verpackungen	120 Liter/Woche
13°	die pflanzlichen Abfälle aus der Pflege von Grünanlagen und Gärten: Rasen, Laub, Baum- und Strauchschnitt, Pflanzrückstände und Zweige	2,5 m ³ /Woche
14°	die unbeschmutzten Alttextilien	500 Liter/Woche
15°	die Holzabfälle	2,5 m ³ /Woche

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Verpflichtung betrifft nicht die Abfälle, die über die öffentliche Müllabfuhr gesammelt werden oder aus der Reinigung des öffentlichen Eigentums stammen.

Art. 3 - Die in Artikel 2, § 1 erwähnten getrennten Abfälle werden bei ihrer Sammlung und ihrem Transport getrennt gehalten.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 3 können die Abfälle vom Erzeuger, Besitzer oder Sammler in ein und demselben Behälter zusammengestellt werden, wenn sie einem zugelassenen Sortierungszentrum zugeführt werden.

Diese Zusammenstellung der Abfälle ist unter der Voraussetzung erlaubt, dass sie nicht die Wirksamkeit der späteren Sortierungs-, Recyclings- oder Verwertungsvorgänge der in Artikel 2, Absatz 2 erwähnten Fraktionen beeinträchtigt.

Art. 5 - Die Sortierungsverpflichtung gilt für alle in Artikel 2, Absatz 2 erwähnten Abfälle, auch wenn sie außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region bewirtschaftet werden.

Art. 6 - Die Sammler von Abfällen der Restfraktion schlagen den Erzeugern oder Besitzer Lösungen für eine selektive Sammlung der in Artikel 2 erwähnten Fraktionen vor.

Art. 7 - § 1. Jeder Erzeuger oder Besitzer von Abfällen bewahrt mindestens zwei Jahre lang den Beweis der Einhaltung der Sortierungsverpflichtung für jede betroffene Fraktion auf.

Folgende Beweismittel sind zugelassen:

- Verträge, Rechnungen oder Bescheinigungen, die von einem Erzeuger oder Verwalter einer Sammel-, Verwertungs- oder Behandlungsanlage im Sinne des Artikels 2 des Dekrets ausgestellt werden;

- im Falle einer Verwendung für die gesamten oder teilweisen in Artikel 2 erwähnten Fraktionen der von der Gemeinde des Betriebssitzes des Erzeugers oder Besitzers organisierten Dienste, so wie sie in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 über die Bewirtschaftung der Abfälle aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte und die Deckung der diesbezüglichen Kosten vorgesehen sind, der Beweis, dass die Gemeinderegelung oder gegebenenfalls die Regelung für den Zugang zum Containerpark der Interkommunale für Abfallbewirtschaftung, deren Mitglied die Gemeinde ist, die Annahme der Abfälle des Erzeugers oder Besitzers zulassen.

§ 2. In den in § 1, Strich 2 erwähnten Verträgen, Rechnungen oder Bescheinigungen werden mindestens folgende Informationen angegeben:

1° die Identität der Parteien;

2° die Art der Abfälle sowie für jede Fraktion das Fassungsvermögen der gesammelten Behälter oder die abgegebene Abfallmenge;

3° die Häufigkeit der Sammlung und die Sammelstellen.

Art. 8 - Jeder Erzeuger oder Besitzer legt den von der Regierung aufgrund des Artikels D.139, 1° des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches bezeichneten Bediensteten die in Artikel 7 erwähnten Beweise vor.

Art. 9 - Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses treten an folgenden Daten in Kraft:

- am 1. September 2015, was die Fraktionen 1° bis 7° der in Artikel 2 angeführten Tabelle betrifft;

- am 1. Januar 2016, was die Fraktionen 8° bis 12° der in Artikel 2 angeführten Tabelle betrifft;

- am 1. Januar 2017, was die Fraktionen 13° bis 15° der in Artikel 2 angeführten Tabelle betrifft.

Art. 10 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. März 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201220]

5 MAART 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een sorteerplicht voor bepaalde afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 7, § 4, en 8, § 1, 8°, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 januari 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 november 2013;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 20 december 2013;

Gelet op het advies 56.390/4 van de Raad van State, gegeven op 16 juni 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de adviescel voor duurzame ontwikkeling, gegeven op 14 november 2014;

Overwegende dat de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) niet is ingegaan op het verzoek om adviesverlening van 4 november 2014;

Gelet op het rapport over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op de afvalhiërarchie;

Overwegende dat de selectieve inzameling van verschillende afvalfracties zowel op technisch en economisch vlak als op leefmilieuvlak mogelijk is;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- producent : elke publiekrechtelijke onderneming of rechtspersoon, oorspronkelijke afvalproducent in de zin van artikel 2, 20°, van het decreet;
- houder : elke publiekrechtelijke onderneming of rechtspersoon in bezit van afval dat ter plaatse voorgebracht wordt door klanten, bezoekers of gebruikers;
- openbaar domein : elk goed dat vanwege de aard en de functie ervan of bij een beslissing van de bevoegde autoriteit, voor het gebruik van iedereen bestemd is, meer bepaald een openbaar park, een plein, een waterloop of een openbaar wegennet en wat er bijhoort;
- openbare vuilnisbak : elke korf, afvalbak, container of elk vat geplaatst op het openbaar domein en bestemd voor de opvang van klein afval dat ter plaatse voortgebracht wordt.

Art. 2. § 1. Elke producent en houder van afval dient zijn afval te sorteren.

Die verplichting houdt in dat minstens de volgende fracties aan de bron gescheiden worden als de voortgebrachte hoeveelheden de in de derde kolom van onderstaande tabel vermelde drempels overschrijden :

	Te scheiden afvalfracties	Drempels of volume van de vaten
1°	gebruikte batterijen en accumulatoren onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
2°	versleten banden onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
3°	afgedankte voertuigen onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
4°	afgedankte oliën onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
5°	fotografisch afval onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
6°	afgedankte frituurolieën en -vetten onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	50 liter/maand
7°	afval van elektrische en elektronische apparatuur onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen	—
8°	afval van wit en gekleurd verpakkingsglas	120 liter/week

9°	verpakkingsafval bestaande uit plastic flessen en flacons, metalen verpakkingen en drankkartons (PMD) en onderworpen aan de terugnameplicht krachtens het decreet van 5 december 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval. Bedoeld worden ondermeer plastic flessen en flacons voor frisdranken, water, melk, olie, azijn, detergents en verzorgingsproducten, metalen dozen, bier-, frisdrank- en waterblikken, conservendozen, aluminium schotels en schaaltes, kroonkurken, metalen deksels, schroefdoppen van flessen en bokalen en drankkartons, leeg en proper	60 liter/week
10°	afval van industriële verpakkingen, zoals plastic omhulsels, films en tassen	200 liter/week
11°	droog en proper papier- en kartonafval verpakkingen die volledig bestaan uit papier en karton, kranten, tijdschriften, reclamefolders, schrijfpapier, papier voor fotokopieerapparaat, computerpapier, boeken, telefoonboeken	30 liter/week
12°	andere metalen afval dan verpakkingen	120 liter/week
13°	plantenafval afkomstig van het onderhoud van groenzones en tuinen : gazon, dorre bladeren, snoeihout van bomen en struiken, beplantingsresten en takken	2,5 m ³ /week
14°	afval van propere textielwaren	500 liter/week
15°	houtafval	2,5 m ³ /week

§ 2. De verplichting bedoeld in paragraaf 1 geldt niet voor afval ingezameld via openbare vuilnisbakken of afkomstig van de reiniging van het openbaar domein.

Art. 3. De gesorteerde afvalstoffen bedoeld in artikel 2, § 1, worden gescheiden bij de ophaal en het vervoer ervan.

Art. 4. In afwijking van artikel 3, wanneer de afvalstoffen naar een vergund sorteercentrum afgevoerd worden, kunnen de verschillende fracties ongevaarlijk droog afval bedoeld in artikel 2, tweede lid, door de producent, de houder of de ophaler in hetzelfde vat bijeengebracht worden.

Die afvalgroepering wordt toegelaten voor zover de doeltreffendheid van de latere handelingen inzake sortering, recycling of valorisatie van de fracties bedoeld in artikel 2, tweede lid, niet op het spel gezet wordt.

Art. 5. De sorteerverplichting geldt voor alle afvalstoffen bedoeld in artikel 2, tweede lid, ook wanneer ze buiten het grondgebied van het Waalse Gewest voortgebracht worden.

Art. 6. De afvalophalers van de residuële fractie stellen de producenten of houders oplossingen voor inzake selectieve inzameling van de fracties bedoeld in artikel 2.

Art. 7. § 1. Elke afvalproducent of -houder bewaart gedurende minimum twee jaar het bewijs van de nakoming van de sorteerplicht voor elke betrokken fractie.

De volgende bewijsmiddelen worden toegelaten :

- contracten, facturen of attesten afgeleverd door een ophaler of een beheerder van een installatie voor de inzameling, valorisatie of behandeling van afval in de zin van artikel 2 van het decreet;

- wanneer voor een deel of het geheel van de fracties bedoeld in artikel 2 gebruik gemaakt wordt van de diensten georganiseerd door de gemeente waar de bedrijfszetel van de producent of de houder gevestigd is, zoals bepaald bij artikel 1 van het besluit van 5 maart 2008 betreffende het beheer van de afval uit de gebruikelijke activiteit van de gezinnen en de dekking van de desbetreffende kosten, het bewijs dat het gemeentelijk reglement of, desgevallend, het reglement van de toegang tot het containerpark van de intercommunale voor afvalbeheer waarbij de gemeente aangesloten is, de aanneming van afval van de producent of van de houder toelaat.

§ 2. De contracten, facturen of attesten bedoeld in § 1, 2^{de} streepje, bevatten minimum de volgende gegevens :

1° de identiteit van de partijen;

2° de aard van de afvalstoffen alsook, voor elke fractie, de capaciteit van de ingezamelde vaten of de opgeslagen hoeveelheid afval;

3° de inzamelfrequenties en -plaatsen.

Art. 8. Elke producent of houder legt de in artikel 7 bedoelde bewijzen over aan de ambtenaren aangewezen door de Regering krachtens artikel D.139, 1°, van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 9. De bepalingen van dit besluit treden in werking :

- op 1 september 2015 wat betreft de fracties 1° tot 7° van de tabel opgenomen in artikel 2;

- op 1 januari 2016 wat betreft de fracties 8° tot 12° van de tabel opgenomen in artikel 2;

- op 1 januari 2017 wat betreft de fracties 13° tot 15° van de tabel opgenomen in artikel 2.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 maart 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO